

# Règlement de la consultation

Maîtrise d'œuvre relative à la réhabilitation du bâtiment situé 45 bd du Général Leclerc à Roubaix

*Réf. marché : CCIR-GL-2025-56*

*Date et heure limites de réception des offres :*

**16 DECEMBRE 2025 A 12H00**



ARTICLE 1.	NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC .....	3
ARTICLE 2.	OBJET DE LA CONSULTATION .....	3
ARTICLE 3.	DISPOSITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 4.	VARIANTES – p.S.E - OPTIONS .....	7
ARTICLE 5.	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION des entreprises .....	7
ARTICLE 6.	DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE CANDIDAT.....	9
ARTICLE 7.	ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	14
ARTICLE 8.	CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES.....	16
ARTICLE 9.	ATTRIBUTION ET NOTIFICATION DES RESULTATS .....	17
ARTICLE 10.	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....	18
ARTICLE 11.	PREVENTION DES CONFLITS D'INTERETS - INGERENCE.....	19
ARTICLE 12.	VOIES DE RECOURS.....	19

## ARTICLE 1. NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC

---

CCI de région Hauts-de-France  
299 BOULEVARD DE LEEDS  
CS 90028  
59031 LILLE CEDEX

Représentée par son Président, ou toute personne ayant eu une délégation préalable.

Les prestations seront exécutées pour le compte de la CCIL Grand Lille.

## ARTICLE 2. OBJET DE LA CONSULTATION

---

### 2.1. Objet de la procédure

La présente procédure a pour objet une mission de maîtrise d'œuvre portant sur la réhabilitation du bâtiment, situé 45 bd du Général Leclerc à Roubaix, destiné à des activités de formation.

Le détail des prestations à réaliser figure au CCTP.

Les travaux portent sur une opération de réhabilitation de bâtiment. Il est donc confié au titulaire une mission de réhabilitation des bâtiments, telle que définie aux articles R. 2431-5 et R. 2431-19 à R. 2431-23 du code de la commande publique, nonobstant les missions complémentaires qui s'y adjoignent.

Date prévisionnelle de commencement des prestations : février 2026

Catégorie d'opération au sens du code du travail : S'agissant de la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, l'opération relève de la catégorie 2, au sens de l'article R 4532-1 du Code du Travail.

Le contrat a pour objet de confier au maître d'œuvre une mission dont les éléments constitutifs sont définis ci-après :

Abréviations	Eléments de mission définis réglementairement
DIA	Les études de diagnostic
APS	Les études d'avant-projet sommaire
APD	Les études d'avant-projet définitif
PRO	Les études de projet
AMT	L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux
EXE	Les études d'exécution
DET	La direction de l'exécution des marchés publics de travaux

<b>AOR</b>	L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement
------------	--

<b>Abréviations</b>	<b>Autres éléments de mission défini réglementairement</b>
<b>OPC</b>	L'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier

<b>Abréviations</b>	<b>Autres éléments complémentaires de mission</b>
<b>CSSI</b>	Coordination de systèmes de sécurité incendie (CSSI)

Il est à noter que la mission comporte en outre la constitution de tous dossiers nécessaires au bon déroulement de l'opération et notamment :

- Le permis de construire ou autorisation de travaux (à valider avec le service urbanisme de la Ville),
- L'établissement de tous documents, dossiers et les consultations relevant de la compétence de la maîtrise d'œuvre et nécessaires à toutes autorisations administratives qui s'avèreraient indispensables.

## 2.2. Contexte

La formation est l'une des composantes de l'ADN des CCI. Sur nos sites de LAHO Métropole Lilloise et de l'EGC, ce sont plus de 2 000 personnes qui sont formées chaque année.

L'objectif est de poursuivre ce développement avec une offre d'enseignement qualitative, diversifiée et adaptée aux pédagogies actuelles.

En raison du projet de réhabilitation et d'optimisation du site de LAHO Métropole Lille situé 45 avenue Chénier à Roubaix, relatif au Campus lillois de la formation, il est nécessaire d'anticiper l'accueil des activités de formation durant les travaux, de 2027 jusqu'à la rentrée de septembre 2029, ainsi que d'accueillir les formations du Plan Régional de Formation.

A cet effet, il est nécessaire de réhabiliter le bâtiment situé 45 bd du Général Leclerc à Roubaix. Ce bâtiment, idéalement situé dans le centre-ville de Roubaix, offre une capacité d'accueil conforme au besoin pour la durée des travaux, s'agissant de la surface (2 085 m<sup>2</sup> : RDC, R+1 et R+2). Etant précisé que le détail des surfaces figure dans les plans annexés au CCTP.

A terme, ce bâtiment tertiaire sera remis en location à des entreprises extérieures.

**La part de l'enveloppe prévisionnelle du maître d'ouvrage affectée aux travaux est de : 1 500 000 € HT (valeur juillet 2025).**

**Le marché de maîtrise d'œuvre est estimé à 160 650 € HT soit 192 780 € TTC (valeur juillet 2025).**

## ARTICLE 3. DISPOSITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION

Référence à la nomenclature CPV :

Code CPV	Libellé CPV
71310000-4	Services de conseil en matière d'ingénierie et de construction

### 3.1. Procédure et forme du marché

Le contrat est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions de l'article R2124-2 1° du code de la commande publique.

Il prendra la forme d'un marché ordinaire.

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur, peut, conformément à l'article R 2185-1 du code de la commande publique, décider à tout moment de déclarer sans suite la procédure pour des motifs d'intérêt général.

### 3.2. Durée du marché

Le contrat est conclu pour une durée de quarante-huit (48) mois consécutifs à compter de sa notification, sans qu'aucune reconduction ne soit prévue.

En tout état de cause, le marché prend fin à l'issue de la garantie de parfait achèvement des marchés de travaux associés ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

### 3.3. Décomposition en lots

Le marché n'est pas alloti. La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

### 3.4. Décomposition en tranches

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

### 3.5. Financement

Le marché est financé en partie sur fonds propres du pouvoir adjudicateur.

### 3.6. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres au présent règlement de consultation.

### 3.7. Forme juridique de l'attributaire

#### ➤ Le candidat correspond :

- soit à un opérateur seul et des éventuels sous-traitants,
- soit à un groupement (constitué d'un mandataire et un ou plusieurs cotraitants), et des éventuels sous-traitants.

Par principe, il est interdit de modifier la composition du groupement entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché (art. R. 2142-26 du CCP).

Néanmoins, le groupement qui en fait la demande expresse peut être autorisé par l'acheteur à en modifier sa composition, lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Le groupement dispose des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées pour participer à la procédure, telles que définies à l'article 6 du présent règlement de la consultation ;

- Cette modification ne porte pas atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci.

Le cas échéant, le groupement concerné doit faire sa demande dans les meilleurs délais faisant suite au fait générateur engendrant l'incapacité à poursuivre la consultation.

Un opérateur économique est identifié par son numéro SIREN (numéro à 9 chiffres) et non par son SIRET (numéro à 14 chiffres, les 5 derniers correspondant au code NIC, identifiant l'établissement). Aussi, pour chaque marché public, il ne doit être déposé qu'une seule offre émanant de structures ayant le même numéro SIREN. Dans le cas où malgré tout il a été déposé plusieurs offres par la même entité (même SIREN), seule sera retenue la dernière réponse déposée avant la date limite de dépôt des plis (article R2151-6 du code de la commande publique).

Ex : l'offre remise sous le SIRET 2222222212345 et celle remise sous le SIRET 2222222265432 émanent du même opérateur économique.

Enfin, conformément à l'article R2142-4 du code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour ce même marché. Si toutefois cela se produisait, l'acheteur rejettera toutes les offres qui ne respectent pas cette règle et les déclarera irrégulières.

➤ En cas de groupement :

- Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour ce même marché.
- La forme du groupement n'est pas imposée. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution des prestations objet du marché public de chacun des membres du groupement.
- Il est interdit, au mandataire, de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un groupement. **Une exclusivité est donc imposée pour l'Architecte.**
- **L'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale.** Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché.
- **L'OPC doit être impérativement distinct de la maîtrise d'œuvre (compris comme BET et Architecte) (cotraitant). L'OPC sera obligatoirement une personne physique distincte de la MOE (de l'architecte et des BET).**
- Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques seront considérés par le pouvoir adjudicateur comme un seul et même groupement, quand bien même les entités économiques qui le composent ont permuté (un cotraitant devenant mandataire et le mandataire devenant cotraitant).
- Le maître d'ouvrage exige que certaines tâches essentielles du marché soient effectuées directement par le titulaire et ne peuvent être sous-traitées. Ces tâches essentielles sont les suivantes : missions relevant de la compétence architecte (profession réglementées) et l'OPC.

L'attention des opérateurs économiques est attirée sur le fait qu'en cas de groupement, **le mandataire sera obligatoirement l'Architecte DPLG.**

### 3.8. Visite de site

Dans le cadre de la préparation de leur offre, les opérateurs économiques sont informés qu'ils ne pourront déposer une offre qu'à la suite d'une **visite obligatoire** sur le lieu d'exécution des prestations.

La visite est organisée le 25 novembre 2025, de 10h à 12h. Aucune visite n'aura lieu en dehors de cette date.

Les soumissionnaires potentiels sont invités à confirmer leur présence en amont auprès de : p.degez@grand-lille.cci.fr et s.galopin@grand-lille.cci.fr – copie : achats@hautsdefrance.cci.fr

Les visites à l'improviste ne sont pas autorisées.

Les soumissionnaires veilleront à se présenter avec l'attestation de visite jointe au DCE, qui visite doit impérativement être jointe à l'offre (cf l'article 6.4 du présent document), sauf si le candidat est en mesure de justifier, par un autre moyen, qu'il dispose déjà d'une connaissance approfondie du site et de ses contraintes.

En outre, aucune information sera transmise dans le cadre des visites. En cas de demande de renseignement, les opérateurs économiques sont invités à les soumettre via la plateforme de dématérialisation ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)), dans les conditions fixées à l'article 10 du présent RC.

### 3.9. Clauses sociales

Marché réservé : NON

Insertion par l'activité économique : sans objet

### 3.10. Rédaction des offres

Les propositions des candidats seront entièrement rédigées en langue française ou traduit en français conformément aux dispositions de l'article R2143-16 du code de la commande publique.

De même, tous les certificats, attestations ou déclarations doivent être rédigés en langue française. Les certificats ou attestations rédigés en langue étrangère ne seront recevables que s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (soit auprès des tribunaux français, soit auprès des tribunaux du pays candidat), et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Le candidat aura soin de présenter son offre dans l'unité monétaire EURO (€).

### 3.11. Traitement des données à caractère personnel

Pour l'exécution du marché public relatif à la réalisation des prestations, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE « règlement général sur la protection des données » soit RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

## ARTICLE 4. VARIANTES – P.S.E - OPTIONS

---

### 4.1. Variantes

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

Le pouvoir adjudicateur n'impose aucune variante.

### 4.2. Options (au sens du droit communautaire)

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, de passer sous forme de marchés négociés sans publicité préalable et sans mise en concurrence des marchés de travaux ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du marché.

## ARTICLE 5. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

---

### 5.1. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend :

- ❖ L'avis d'appel à la concurrence (AAC),
- ❖ Le présent Règlement de la consultation (RC) ;
- ❖ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP);
- ❖ Les annexes suivantes à l'Acte d'Engagement (AE) :
  - Annexe 1 : Répartition des honoraires par éléments de mission,
  - Annexe 2 : Désignation des intervenants et décomposition horaire par élément de mission,
  - Annexe 3 : Délais optimisés des missions DIAG, APS, APD, PRO, AMT et DOE ;
- ❖ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
  - Le dossier diagnostics existants,
  - Etude géotechnique de conception,
  - Le dossier d'identité du SSI,
  - Le dossier plan,
- ❖ Le cadre de réponse du mémoire technique ;
- ❖ Le cadre de présentation de la candidature ;
- ❖ L'attestation de visite de site obligatoire ;
- ❖ Les formulaires DC1, DC2, DC4.

Le caractère contractuel ou non contractuel des pièces énumérées ci-dessus est précisé au CCAP. Un exemplaire du dossier de consultation est téléchargeable sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) sous la référence : **CCIR-GL-2025-56**

Les pièces sont téléchargeables jusqu'à la DLRO indiquée en page de garde du présent règlement de la consultation.

Il ne sera adressé aucun DCE en format papier par courrier.

**L'acte d'engagement propre n'est pas fourni au dossier de la consultation. Il sera rempli uniquement par l'attributaire pressenti et prendra alors en compte la mise au point le cas échéant.**

### 5.2. Modifications de détail apportées au dossier de consultation

La CCI se réserve le droit d'apporter, au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base d'un dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. A défaut, leur offre peut être déclarée irrégulière.

Ces modifications seront signifiées aux opérateurs économiques ayant retiré le dossier de la consultation en s'étant identifiés sur la plateforme.

Si une modification substantielle devait intervenir, une prolongation du délai de remise des offres serait faite par un avis d'appel public à la concurrence rectificatif. Les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

### 5.3. Echanges pendant la consultation

L'ensemble des échanges éventuels effectués pendant la consultation (complément de candidature, demande de précision d'offre, courriers de rejet, notification...) se feront en priorité sur la Plateforme des Achats de l'Etat





A cet effet, il convient de bien renseigner l'adresse mail de la personne référente au sein de l'entreprise qui peut être contactée par la CCI de région Hauts-de France.

Il convient également de bien vérifier que les mails envoyés par la CCI de région Hauts de France via la plateforme de dématérialisation des marchés publics ne soient pas réceptionnés dans vos « spams » ou dans vos « courriers indésirables ».

## ARTICLE 6. DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE CANDIDAT

---

### 6.1. Compétences de la candidature

Les propositions des candidats seront entièrement rédigées en langue française ou traduit en français conformément aux dispositions de l'article R2143-6 du Code de la Commande publique.

Le candidat devra proposer au stade de la candidature une équipe pluridisciplinaire composée de spécialistes capables ensemble de maîtriser la totalité des disciplines concernées par la spécificité de l'ouvrage dans les domaines de compétences exigés et analysés suivants :

- **Compétence « architecte » DPLG présentée par un ou plusieurs architectes ;**
- **Compétences dans le domaine de l'ingénierie du bâtiment** « BET (Bureau d'études techniques) », couvrant toutes les techniques de base du bâtiment et du génie civil et l'ensemble des domaines suivants :
  - o Structure,
  - o Fluides (électricité, CVC, tec),
  - o Voirie, parking et réseaux divers (VRD) ;

Le candidat est informé que les « **Autres compétences** » suivantes seront exigées pour la bonne exécution du marché public mais non analysées :

- Compétence « Aménagement d'espace extérieur » ;
- Compétence « BET Développement durable (écoconstruction) et performances énergétiques et environnementales » ;
- Compétence « Ordonnancement, Pilotage et Coordination » (OPC), dissociée clairement de la compétence « architecte » ;
- Compétence « Economie de la construction » ;
- Compétence « Acoustique » ;
- Compétence « CSSI ».

Certaines compétences indiquées ci-avant peuvent être intégrées dans la structure professionnelle de l'opérateur économique seul, du mandataire ou de l'un des cotraitants. Elles peuvent également être sous-traitées, dans ce cas le candidat produira dans son offre une attestation des sous-traitants indiquant qu'ils s'engagent à mettre à disposition leurs moyens au candidat en cas d'attribution.

Le maître d'ouvrage exige que certaines tâches essentielles du marché soient effectuées directement par le titulaire et ne peuvent être sous-traitées. Ces tâches essentielles sont les suivantes : missions relevant de la compétence architecte (profession réglementées).

L'attention des opérateurs économiques est attirée sur le fait qu'en cas de groupement, le mandataire sera obligatoirement l'architecte

En application de l'article L 2193-3 du code de la commande publique, les prestations suivantes doivent être effectuées directement par le titulaire :

Les prestations réservées aux architectes conformément à l'article 37 du code déontologie des architectes, à l'article L431-1 du Code de l'Urbanisme et à l'article 3 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

Seules certaines capacités sont exigées au stade de la candidature. Si ultérieurement des capacités complémentaires s'avèrent nécessaires à la réalisation de l'opération, elles pourront être apportées dans le cadre de la sous-traitance.

## 6.2. Candidature standard

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Lettre de candidature (DC1)	<p>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants.</p> <p><i>Document joint au dossier mais également disponible à l'adresse : <a href="http://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclaration-candidat">http://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclaration-candidat</a></i></p> <p><i>Le candidat pourra également fournir l'intégralité des renseignements et déclarations demandés sur papier libre. Dans ce cadre le candidat devra fournir une déclaration sur l'honneur visée à l'article R2143-3 du code de la commande publique</i></p> <p><b><u>A fournir par le mandataire.</u></b></p>
Déclaration du candidat (DC2)	<p>Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement</p> <p><i>Document joint au dossier mais également disponible à l'adresse : <a href="http://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclaration-candidat">http://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclaration-candidat</a></i></p> <p><i>Le candidat pourra également fournir l'intégralité des renseignements et déclarations demandés sur papier libre.</i></p> <p><b><u>A fournir par le mandataire et chaque cotraitant.</u></b></p>
Déclaration de sous-traitance (DC4)	<p>Déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les soumissionnaires ou titulaires de marchés publics pour présenter un sous-traitant</p> <p><i>Document joint au dossier mais également disponible à l'adresse : <a href="http://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclaration-candidat">http://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclaration-candidat</a></i></p> <p><i>Le candidat pourra également fournir l'intégralité des renseignements et déclarations demandés sur papier libre.</i></p> <p><b><u>A fournir par le membre du groupement qui sous-traite et son sous-traitant.</u></b></p>
Chiffre d'affaires* – Document « <b>Cadre de présentation candidature</b> » à remettre	<p>Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du membre du groupement, concernant les services objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.</p> <p><b><u>Niveaux minimaux exigés :</u></b></p>

<p>au format Excel dûment complété</p>	<p>Il est exigé pour le groupement le chiffre d'affaires annuel moyen HT minimum indiqué ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Pour l'architecte DPLG mandataire</b> : chiffre d'affaires annuel moyen minimum de 300 000 € H.T</li> <li>● <b>Pour le BET Structure</b> : chiffre d'affaires annuel moyen minimum de 300 000 € H.T</li> <li>● <b>Pour le BET Fluides</b> : chiffre d'affaires annuel moyen minimum de 300 000 € H.T</li> <li>● <b>Pour le BET VRD</b> : chiffre d'affaires annuel moyen minimum de 100 000 € H.T</li> </ul> <p>A fournir par chaque membre du groupement.</p>
<p>Effectifs moyens annuels* – Document « <b>Cadre de présentation candidature</b> » à remettre au format Excel dûment complété</p>	<p>Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années</p> <p><b>Niveaux minimaux exigés :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Pour l'architecte DPLG mandataire</b> : Niveau spécifique minimal exigé : 2 architectes</li> <li>● <b>Pour le BET Structure</b> : Niveau spécifique minimal exigé : 2 ingénieurs</li> <li>● <b>Pour le BET Fluides</b> : Niveau spécifique minimal exigé : 2 ingénieurs</li> <li>● <b>Pour le BET VRD</b> : Niveau spécifique minimal exigé : 2 ingénieurs</li> </ul>
<p>Références fournitures et services * et ** – Document « <b>Cadre de présentation candidature</b> » à remettre au format Excel dûment complété</p>	<p>Liste des principaux services effectués (sur les cinq dernières années) indiquant le montant, la date et le destinataire, prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique</p> <p><b>Niveaux minimaux exigés :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Pour l'architecte DPLG mandataire</b> : Niveau spécifique minimal exigé : 3 références significatives de conception architecturale en réhabilitation d'un montant au moins équivalent à celui de l'opération, soit d'un budget travaux de 1 500 000 € HT minimum.</li> <li>● <b>Pour le BET Structure</b> : Niveau spécifique minimal exigé : Sans objet.</li> <li>● <b>Pour le BET Fluides</b> : Niveau spécifique minimal exigé : Sans objet.</li> <li>● <b>Pour le BET VRD</b> : Niveau spécifique minimal exigé : Sans objet.</li> </ul>
<p>Une autorisation spécifique ou la preuve que le candidat est membre d'une organisation spécifique dont il doit être membre pour pouvoir fournir, dans leur pays d'origine,</p>	<p>L'attestation d'inscription à l'ordre des architectes. Une attestation d'inscription à l'ordre français des architectes ou document équivalent pour les candidats établis à l'étranger devra être impérativement fournie. Seul l'architecte mandataire du groupement doit satisfaire à cette exigence.</p>

les services objet du marché.	
-------------------------------	--

**\*Les candidats veilleront à remettre le document « Présentation candidature » dûment complété.**

**\*\*références = livraison ou en cours de chantier ou en cours d'études.**

**Pour l'analyse de chacune de ces références, le candidat détaillera :**

- Localisation (ville) et intitulé de l'opération
- MOA sur l'opération
- Type de mission (réhabilitation)
- Rôle au sein de la MOE (mandataire, cotraitant, sous-traitant, autre),
- Surfaces (m<sup>2</sup> SU, restructuré ou neuf)
- Montant des travaux et aménagements (€ H.T.),
- Collaboration avec des membres du groupement (oui/non, si oui lesquels)
- Stade d'avancement (concours perdu, en études, en chantier, livré),
- Date de livraison,
- Description et spécificités de l'opération

**Afin de permettre l'analyse des références, les candidats pourront remettre en annexe du tableau Excel « Cadre de présentation candidature », sur format libre, une présentation de leurs références significatives permettant de les illustrer.**

***L'analyse de ce critère de sélection ne porte pas sur le nombre de références mais sur la capacité des candidats à démontrer qu'ils possèdent des références d'importance et de complexité équivalentes à l'objet du marché public corrélativement au niveau spécifique minimal exigé. Les candidats devront impérativement compléter le document « Présentation candidature », transmis par le pouvoir adjudicateur sans modifications de ce dernier (uniquement compléter les éléments mentionnés dans les documents). Les candidats sont libres de transmettre des informations complémentaires dans une annexe libre, mais seuls seront analysés les éléments remis dans ce document.***

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, l'opérateur économique peut demander que soient également prises en compte les capacités d'autres opérateurs économiques, en précisant la nature juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il doit justifier les capacités de ce ou ces opérateurs économiques en apportant la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié. L'acheteur exige que les opérateurs économiques concernés soient solidairement responsables dans la mesure où cela est nécessaire à la bonne exécution du marché public.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'information administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les entreprises de création récente peuvent justifier de leur capacité par tout autre moyen approprié.

- Si le candidat décide de ne pas fournir des documents qu'il a déjà fournis lors d'une précédente consultation et qui restent valables, il indique, si ces documents ne sont pas déposés dans son coffre-fort électronique, dans

quelle consultation (objet et, si possible, numéro de la consultation) il les a déjà fournis. A défaut, ces documents ne sont pas pris en compte.

- Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature (groupement, sous-traitant), il devra produire, pour chacun de ses opérateurs, les mêmes documents qui sont exigés du candidat pour justifier de sa situation propre et de ses capacités professionnelles, techniques et financières.
- Modalités en cas de groupement : L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

### 6.3. Candidature DUME (Document Unique de Marché Européen)

Conformément à l'article R 2143-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un DUME (Document Unique de Marché Européen) y compris DUME électronique.

Le DUME est une déclaration sur l'honneur de la compétence, de la situation financière et de la capacité d'une entreprise à candidater à un marché européen permettant ainsi au candidat de :

- ❖ déclarer sur l'honneur qu'il peut candidater à un marché public ;
- ❖ d'indiquer qu'il n'entre pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner ;
- ❖ d'indiquer qu'il remplit les critères de sélection des candidatures fixés par le l'acheteur.

Il s'agit d'un document électronique adaptable à la procédure et permettant le pré-remplissage par des données existantes sur la base du numéro SIRET du candidat (reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux) ; reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaires global).

Pour produire leur réponse, les candidats peuvent choisir de bénéficier des fonctionnalités offertes par le service DUME ou opter pour le dispositif "standard" en utilisant la « lettre de candidature » et la « déclaration du candidat » jointes dans le dossier de consultation ou des documents équivalents.

Dans le cas d'un dépôt de candidature avec un DUME, y compris un DUME électronique, le candidat ne peut pas se limiter à indiquer qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises, il doit fournir l'ensemble des justificatifs exigés pour la présentation des candidatures.

La signature du DUME ou de la lettre de candidature au moyen d'un certificat de signature électronique par les candidats n'est pas requise.

### 6.4. Offre

Le soumissionnaire devra remettre impérativement les documents suivants :

- ❖ **L'annexe 1 à l'AE - Répartition des honoraires par éléments de mission (jointe au DCE)**, qui sera fournie obligatoirement par le soumissionnaire au format Excel® ou compatible (sans modification de la mise en page) ;
- ❖ **L'annexe 2 à l'AE - Désignation des intervenants et décomposition horaire par élément de mission (jointe au DCE)**, qui sera fournie obligatoirement par le soumissionnaire au format Excel® ou compatible (sans modification de la mise en page) ;

- ❖ **L'annexe 3 à l'AE – Délais optimisés des missions DIA, APS, APD, PRO, AMT et DOE**, dûment complétée et fournie obligatoirement par le soumissionnaire au format Word® ou compatible ou PDF (sans modification de la mise en page) ;
- ❖ **Le mémoire technique** établit conformément au cadre de réponse du mémoire technique joint au DCE, qui servira de base à l'analyse de la valeur technique de l'offre – étant précisé qu'il est requis que les soumissionnaires établissent leur mémoire technique en respectant le plan du cadre ;
- ❖ **L'attestation de visite de site** à remettre dûment complétée par le représentant du pouvoir adjudicateur et remise à l'opérateur économique à l'issue de la visite obligatoire ;
- ❖ Tout autre élément que le soumissionnaire trouvera utile à l'analyse de son offre.

**Afin de faciliter l'analyse des candidatures et des offres, il est demandé aux candidats de transmettre les pièces financières en version librement exploitable, c'est-à-dire en version « xls » et en version « pdf »**

Il n'est pas demandé aux candidats de renvoyer signés le CCAP et CCTP ou autres annexes. Ces pièces font néanmoins partie intégrante du marché et ne peuvent en aucun cas être modifiées par les candidats. En cas de litige, l'original conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi. A ce titre, la signature de l'acte d'engagement par le titulaire vaut signature et acceptation de l'ensemble des pièces.

## ARTICLE 7. ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

### 7.1. Examen des candidatures

La vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats est effectuée au regard de l'atteinte des niveaux minimums exigés, tels que fixés à l'article 6.2 du présent règlement de la consultation.

Si, à l'examen de la candidature, le pouvoir adjudicateur constate que des pièces listées aux articles 6.1 et 6.2 du présent règlement, et à fournir par le candidat, sont absentes ou incomplètes, il pourra demander la production de ces pièces en application de l'article R2144-2 du Code de la Commande Publique.

Les candidatures reçues seront examinées en tenant compte des garanties et capacités techniques, professionnelles et financières présentées.

La CCI éliminera les candidats qui n'ont pas qualité pour présenter une offre ou dont les capacités et/ou garanties sont jugées insuffisantes.

### 7.2. Choix et classement des offres

#### 7.2.1. Critères de choix

Les critères de sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse sont les suivants.

Le jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article R 2152-7 du code de la commande publique.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères définis et pondérés comme suit :

- **Critère n°1 - Prix** apprécié au regard du forfait en € TTC proposé par le soumissionnaire sur l'annexe 1 à l'Acte d'Engagement, **à hauteur de 30 points**. La note maximale sera attribuée à l'offre la moins disante. Les autres offres obtiennent une note inversement proportionnelle.
- **Critère n°2 - Valeur technique** de l'offre appréciée au regard du cadre de réponse du mémoire technique dûment complété, **à hauteur de 50 points** et selon les sous-critères définis comme suit :

- **La compréhension du projet** sera appréciée, à hauteur de 30 points, au regard des deux items suivants :
  - Pertinence et qualité de la note d'analyse permettant d'appréhender le projet (tel que décrit au CCTP), ainsi que son évolutivité et la bonne prise en compte des contraintes d'exécution (travaux en site occupé et en milieu urbain), à hauteur de 20 points,
  - Pertinence et qualité de la note technique et économique appréciant l'enveloppe financière affectée aux travaux par la maîtrise d'ouvrage, à hauteur de 10 points ;
- **La pertinence et la qualité des moyens humains dédiés, s'agissant de la composition et l'organisation (organigramme) de l'équipe affectée à l'opération ainsi que de l'expérience professionnelle et des qualifications du personnel encadrant (en particulier l'architecte dirigeant le projet) et des personnes chargées d'assurer les études et le suivi de chantier (notamment au regard des CV)** – étant précisé qu'il est exigé que les moyens humains intervenants disposent de 5 années d'expérience minimum pour les compétences suivantes : architecte DPLG, BET Structure, BET Fluides, BET VRD, OPC et Economiste de la construction ; aussi les soumissionnaires verront leurs notes pénalisées s'ils proposent un intervenant disposant d'une expérience inférieure à 5 années, sera appréciée à hauteur de 15 points ;
- **La pertinence des délais optimisés s'agissant du DIA, de l'APS, APD, PRO, AMT et du DOE, dans le respect des délais maximums tels que définis à l'article 5.2 du CCAP et annexe 3 de l'AE**, à hauteur de 5 points – chaque élément de mission concerné sera noté comme suit : la note maximale sera attribuée à la durée la moins disante (exprimée en semaines). Les autres offres obtiennent une note inversement proportionnelle, puis une moyenne des délais proposés par chaque soumissionnaire sera réalisée pour l'ensemble des missions – étant précisé que les délais visés à l'article 5.2 constituent des délais minimums exigés, toute proposition exposant des délais supérieurs sera considérée comme irrégulière ;
- **Critère n° 3 – La pertinence de la démarche environnementale proposée** qui sera appréciée, à hauteur de 20 points, au regard de la note relative à la démarche environnementale envisagée pour le projet, intégrant la RE 2020, le décret tertiaire, le décret BACS, la démarche REV3 telle que décrite au CCTP, s'agissant des objectifs, de la stratégie, les process et protocoles mis en place au titre de l'éco-responsabilité (optimisation des ressources, l'économie circulaire, le réemploi)

Conformément aux dispositions de l'article R 2152-3 et suivants du code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

### **7.2.2. Demande de régularisation**

L'offre sera considérée irrégulière en cas de :

- modification, rajout, retrait, surcharge des documents de la consultation, qui constituent les exigences minimales à respecter ; il ne peut être émis de réserves
- absence de chiffrage, chiffrage partiel, ajout de prix.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra autoriser tous les soumissionnaires à régulariser une offre irrégulière, dès lors que celle-ci n'est pas anormalement basse.

Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

#### 7.2.3. Demande de précisions

Il peut être demandé aux candidats de clarifier certains aspects de leur offre ou de confirmer les engagements figurant dans celle-ci. Cette demande ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre.

#### 7.2.4. Offre anormalement basse

Conformément aux articles R2152-3 à R2153-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

#### 7.2.5. Erreur dans les prix

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées sont également rectifiées pour le jugement des offres.

Si le soumissionnaire concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier les montants de son offre dans le cadre d'une mise au point.

#### 7.2.6. Mise au point

Conformément à l'article R2152-13 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra procéder à une mise au point des composantes du marché.

## ARTICLE 8. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES

---

### 8.1. Réponse par voie électronique

Conformément aux dispositions de l'article R 2132-7 du code de la commande publique, les offres des candidats doivent être **impérativement** remises par voie électronique selon les modalités définies en annexe, au plus tard à la date et heure limites annoncées dans l'avis d'appel public à la concurrence et en page 1 du présent document, à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

*La signature à l'aide d'un certificat électronique n'est pas obligatoire dès la remise des plis. L'acte d'engagement sera transmis au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public afin qu'il le retourne signé.*

**ATTENTION** : le délai d'envoi pour le candidat sera de 5 jours ouvrés à compter de l'envoi de la demande. Il est donc fortement conseillé aux candidats de signer leur acte d'engagement et leur décomposition du prix global et forfaitaire dès le dépôt de leur offre.

De plus, les candidats sont informés que le seul dépôt de l'offre vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui sera attribué.

Le candidat est vivement invité à consulter les modalités pratiques de dépôt d'une offre précisées dans le guide d'utilisation « utilisateur opérateur économique » accessible et téléchargeable sous l'onglet « AIDE » du site de la PLACE avant d'entreprendre une réponse au format électronique et de tester son poste sur ce même site avant la date limite de remise des offres.

En cas de difficulté nous vous invitons à joindre service d'assistance en ligne est disponible depuis le lien suivant Assistance ou via la languette Assistance.



## 8.2. Copie de sauvegarde

Le candidat peut effectuer « à titre de copie de sauvegarde » une transmission de ses documents sur support physique électronique ou sur support papier, avant la date et l'heure limites de remise des offres

Cette copie de sauvegarde est envoyée sous pli scellé ou remis contre récépissé à l'adresse suivante :

**CCI DE REGION HAUTS DE FRANCE  
DIRECTION REGIONALE DES ACHATS  
299 BOULEVARD DE LEEDS - CS 90028  
59031 LILLE CEDEX**

Ce pli comporte la mention :

**« Offre pour : « CCIR-GL-2025-56 - Maîtrise d'œuvre relative à la réhabilitation du bâtiment destiné à la formation  
situé 45 bd du Général Leclerc à Roubaix  
-NOM DU CANDIDAT- COPIE DE SAUVEGARDE – NE PAS OUVRIR »**

La mention « Copie de sauvegarde » sur le pli est OBLIGATOIRE.

La copie de sauvegarde sera ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme information malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance sera conservée.
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si la copie de sauvegarde est sur un support électronique et qu'un programme malveillant est détecté, l'offre sera rejetée.

## ARTICLE 9. ATTRIBUTION ET NOTIFICATION DES RESULTATS

**Les soumissionnaires seront avisés du rejet et de la notification de leur offre via la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE).**

Conformément aux dispositions de l'article R 2144-7 du code de la commande publique, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans le délai qui lui sera imparti :

- 1) Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).

Le pouvoir adjudicateur s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

- 2) Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales ont été satisfaites et datées de moins d'un mois ;
- 3) La transmission du numéro unique délivré par l'INSEE ou L'extrait du registre professionnel pertinent (daté de moins de trois mois), tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou document équivalent pour les candidats non établis en France ;
- 4) Pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L 241-1 du code des assurances, l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à l'article L.243-2 du code des assurances ;
- 5) L'attestation de responsabilité civile ;

- 6) La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail ou document équivalent pour les candidats non établis en France ou une attestation de non-emploi de salariés étrangers ;
- 7) La liste de vos salariés détachés ou une attestation indiquant que vous n'avez pas de salariés détachés ;
- 8) Certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service de congés payés et du chômage intérim ;
- 9) Certificat attestant le versement régulier des cotisations légales retraites PRO-BTP ;
- 10) Pouvoirs de la personne ayant signé l'acte d'engagement (en cas de nécessité) ;
- 11) L'acte d'engagement signé électroniquement dûment complété prenant en compte la mise au point le cas échéant, en y joignant éventuellement le document relatif aux pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat (statuts, pouvoir etc.). Le pouvoir adjudicateur lui proposera soit de signer l'acte d'engagement avec son certificat de signature électronique soit de signer l'acte d'engagement de manière matérialisée au format papier et de le renvoyer par voie postale.

**Pour les candidats situés à l'étranger :**

- 12) Un document mentionnant son n° individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du Code général des impôts. Si le candidat n'est pas tenu d'avoir un tel n°, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
- 13) Document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale ;

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Le délai pour remettre ces documents sera mentionné dans le courrier adressé au candidat retenu sur la Plateforme des Achats de l'Etat et sera de 5 jours ouvrés à compter de l'envoi du courrier.

A l'exception des points 3) et 8) susmentionnés qui devront être remis via le profil acheteur ou par voie postale, les autres pièces seront déposées par le candidat individuel et en cas de groupement par chaque co-traitant sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par la CCI de région Hauts-de-France à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Si le candidat retenu ne produit pas ces documents dans le délai imparti, il est éliminé dans les conditions fixées par la réglementation relative aux marchés publics. L'élimination est prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur qui présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres

**A NOTER : LES DOCUMENTS MENTIONNES CI-DESSUS PEUVENT ETRE FOURNIS DES LA REMISE DE L'OFFRE.**

## **ARTICLE 10. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront adresser leur demande via la plateforme de dématérialisation ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)), **au plus tard 11 jours calendaires avant la date limite de remise des offres.**

Afin de respecter le principe d'égalité de traitement des candidats, toute question posée en dehors de la plateforme, et dont la réponse peut intéresser tous les candidats, sera transmise, avec sa réponse, à tous les candidats.

<b>Profil acheteur</b>	<a href="https://www.marches-publics.gouv.fr">https://www.marches-publics.gouv.fr</a>
<b>Courrier électronique</b>	<a href="mailto:achats@hautsdefrance.cci.fr">achats@hautsdefrance.cci.fr</a>

## ARTICLE 11. PREVENTION DES CONFLITS D'INTERETS - INGERENCE

Les articles 432-12 et 432-17 du Code pénal relatifs à la prise illégale d'intérêt disposent que le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public ou par une personne investie d'un mandat électif public, de prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement, un intérêt de nature à compromettre son impartialité, son indépendance ou son objectivité dans une entreprise ou dans une opération dont elle a, au moment de l'acte, en tout ou partie, la charge d'assurer la surveillance, l'administration, la liquidation ou le paiement, est puni de cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 500 000 €, dont le montant peut être porté au double du produit tiré de l'infraction.

Tout Membre Titulaire, Associé, Honoraire ou Conseiller Technique de la CCI de région Hauts de France y compris élus des CCI locales travaillant dans une commission de la CCIR a l'obligation :

- a) de déclarer l'ensemble des intérêts qu'il détient à titre personnel, directement ou indirectement dans toute forme d'activité économique et sociale, telle que société civile ou commerciale, GIE, activité artisanale ou commerciale, mission de service public, investissement d'un mandat électif public.
- b) de déclarer également les intérêts détenus directement ou indirectement par son conjoint non séparé de corps et ses enfants mineurs non émancipés.

Cette déclaration est remplie sous l'unique et entière responsabilité de son auteur. La CCI de région Hauts de France n'exerce, à cet égard, aucun contrôle portant sur la sincérité des informations qui y figurent.

Il appartient, en cas de doute ou d'ingérence possible, au candidat de saisir la Commission de Prévention des Conflits d'intérêt de la CCI de région Hauts de France, par lettre recommandée avec avis de réception avant toute réponse à un marché ou un contrat de toute nature avant de soumissionner. À défaut, le Pouvoir Adjudicateur a la faculté de saisir la Commission aux fins de lui soumettre la candidature.

## ARTICLE 12. VOIES DE RECOURS

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code)
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal Administratif de Lille  
 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire  
 CS 62039  
 59014 Lille  
 Téléphone : 03 59 54 23 42  
 Courriel : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr)

Télécopie : 03 59 54 24 45

Site internet : <http://lille.tribunal-administratif.fr/>

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## ANNEXE 1. MODALITES DE REPONSE ELECTRONIQUE

Par application de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat doit respecter les conditions prévues ci-dessous s'il opte pour l'utilisation de la signature électronique.

Les candidats doivent prendre connaissance des pré-requis techniques relatifs au dépôt des candidatures et des offres qui sont détaillés sur la plate-forme.

Les fichiers doivent obligatoirement être remis par les candidats sous l'un des formats suivants :

- pdf,
- doc ou .rtf,
- xls,
- ppt,
- Jpg ou .jpeg.

Pour compresser les fichiers, les logiciels du type 7-zip ou .zip doivent être utilisés.

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

**Depuis le 18 mai 2013, seuls les certificats de signature conformes au Référentiel Général de Sécurité (RGS) sont autorisés. Pensez à vérifier votre certificat de signature. La norme PRIS V1 n'est plus valide. En outre, il est rappelé que les signatures scannées ne sont pas admises.**

L'entreprise devra préalablement contrôler tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre par un antivirus tenu à jour. Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par la CCI peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

### **1 – LES EXIGENCES RELATIVES AUX CERTIFICATS DE SIGNATURE ELECTRONIQUE DU SIGNATAIRE**

Les candidatures et offres sont signés par l'opérateur économique au moyen d'un certificat de signature électronique, qui garantit notamment l'identification du candidat.

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

#### **1er cas : Certificat émis par une autorité de certification « reconnue »**

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- [www.references.modernisation.gouv.fr](http://www.references.modernisation.gouv.fr)
- [http://ec.europa.eu/information\\_society/policy/esignature/eu\\_legislation/trusted\\_lists/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm)
- <http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats>

La CCI accepte comme certifiant valablement leurs échanges toutes les catégories de certificats de signature électronique figurant sur la liste mentionnée ci-dessus.

**Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.**

Les catégories de certificats de signature utilisées pour signer électroniquement doivent être, d'une part, conformes au référentiel intersectoriel de sécurité et, d'autre part, peuvent notamment être référencées sur une liste établie par le ministre chargé de la réforme de l'Etat.

Le référentiel intersectoriel de sécurité et la liste des catégories de certificats de signature électronique mentionnés à l'alinéa précédent sont publiés sous forme électronique à l'adresse suivante :

<http://www.entreprises.minefe.gouv.fr/certificats/>

**2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance**

La plateforme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS).

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

**Justificatifs de conformité à produire :**

Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...).
- Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation **ET** l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

**2 – OUTIL DE SIGNATURE UTILISÉ POUR SIGNER LES FICHIERS**

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

**1er cas : le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la Plate-forme des Achats de l'Etat : PLACE.**

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

**2ème cas : lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :**

- Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES

Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment :

Le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les pré-requis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;

Le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc).